



Le 13 juillet 2021

L'honorable Marc Garneau
Ministre des Affaires étrangères
Chambre des Communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Objet : Lettre au sujet du viol et du meurtre de trois jeunes Lumad (Autochtones)

Monsieur le Ministre,

Nous sommes une coalition d'églises et d'organisations préoccupées par l'escalade de la violence aux Philippines et par le silence du gouvernement canadien. Le massacre de trois jeunes Lumad (Autochtones), dont une adolescente de 12 ans, qui a eu lieu le 15 juin à Lianga illustre parfaitement la crise croissante des droits de la personne.

Nous demandons au gouvernement canadien de cesser tout soutien et toute coopération avec l'armée et la police philippines, notamment en mettant fin à l'aide financière pour la lutte contre le terrorisme et la formation fournie directement au gouvernement philippin ou par l'entremise d'autres organismes tels que l'ANASE, Interpol et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

Selon le rapport d'**INVESTIGATE PH** soumis au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) le 16 mars, les opérations antiterroristes du gouvernement ciblent de plus en plus les Autochtones non armés qui résistent à l'empiètement territorial des sociétés minières.

INVESTIGATE PH est un projet lancé par des personnes des quatre coins du monde (y compris des églises, des syndicats et des organismes de défense des droits de la personne), après que la 45^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2020 a échoué à établir un mécanisme international indépendant pour enquêter sur la situation des droits de la personne aux Philippines. Les membres d'INVESTIGATE PH estiment que l'assistance technique et le renforcement des capacités en matière de droits de la personne prescrits par le CDH au gouvernement philippin sont insuffisants pour lutter contre l'aggravation de cette crise. Ils soumettront donc leurs conclusions au Haut-Commissariat aux droits de l'homme avant la 48^e session du CDH qui se tiendra en septembre.

Selon les rapports de l'organisme de défense des droits de la personne, Karapatan, les victimes du massacre du 15 juin, Willy Rodriguez, Lenie Rivas et Angel Rivas, ont demandé la permission aux soldats qui occupaient illégalement leur village de se rendre à leur ferme. Mais Angel (12 ans) et Lenie (21 ans) ont été agressées, violées et abattues par le troisième bataillon des forces spéciales de l'armée philippine. Leurs corps ont été amenés au quartier général de l'armée à St. Christine, au Surigao du Sud,

et ont été étiquetés comme membres de la Nouvelle Armée populaire. Ce sont les dernières victimes des attaques ciblées de l'État contre les Lumads des communautés de Lianga. Les troupes militaires ont massacré six agriculteurs en 2019 et trois leaders communautaires en 2015, sous prétexte qu'ils étaient membres de la Nouvelle Armée populaire.

Le conflit entre le gouvernement philippin et les communautés autochtones de Mindanao porte essentiellement sur l'exploitation des ressources. Les communautés autochtones continuent de se faire déplacer, car le gouvernement et les sociétés minières internationales convoitent leurs terres riches en minéraux.

Le massacre du 15 juin s'est produit seulement un jour après que la Cour pénale internationale a ouvert une enquête sur les crimes contre l'humanité commis par les forces armées des Philippines. Ce crime odieux prouve que le gouvernement philippin ne prend pas de véritables mesures pour mettre fin aux violations des droits de la personne. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans la soi-disant lutte contre le trafic de drogue. Karapatan a révélé qu'au moins 300 agriculteurs, Autochtones et défenseurs des droits de la personne, dont 55 avocats et juges, ont été assassinés depuis l'arrivée au pouvoir de Duterte, en 2016.

INVESTIGATE PH entend souvent des témoins dire que les mécanismes de responsabilisation nationaux laissent tomber les victimes de violations des droits de la personne, ainsi que leurs familles et leurs communautés. Les efforts découlant de la 45^e session du CDH sur l'assistance technique et le renforcement des capacités en matière de droits de la personne et le programme mixte des Nations Unies ne permettent pas de prendre de véritables mesures pour remédier à la détérioration des droits de la personne aux Philippines.

Depuis la déclaration publique du premier ministre Justin Trudeau concernant la situation des droits de la personne aux Philippines en 2017, Affaires mondiales Canada a opté pour une diplomatie discrète. Or, ce n'est plus une option avec le régime de Duterte.

Monsieur le Ministre, ça suffit. Nous vous demandons de condamner publiquement ce terrorisme d'État perpétré contre le peuple philippin.

Nous vous exhortons à respecter votre engagement à défendre les droits de la personne, et d'en tenir compte pour toute coopération canadienne en cours et prévue avec le gouvernement Duterte.

En ce qui concerne la 48^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies qui aura lieu en septembre, nous pressons le gouvernement du Canada :

- **de nous informer des mesures qu'il prendra en réponse aux conclusions du projet INVESTIGATE PH;**
- **de collaborer avec les autres États membres et observateurs du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies afin d'approuver une enquête indépendante internationale et approfondie sur la crise aux Philippines.**

De plus en plus de vies sont en danger, c'est pourquoi le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies doit prendre des mesures décisives. Nous demandons au gouvernement du Canada de travailler avec d'autres États pour que cela se produise.

Nous demandons de connaître les mesures prises par le gouvernement concernant ces préoccupations.

En espérant que vous donnerez suite à ces demandes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations les plus cordiales.

Signataires :

Aisha Francis, Executive Director, KAIROS:
Initiatives oecuméniques Canadiennes
pour la justice
Alliance de la Fonction publique du Canada
Alliance for People's Health (APH)
Anakbayan-Canada (Youth of the Philippine
Nation)
BAYAN-Canada
Beaconsfield Initiative
Canada-Philippines Solidarity for Human Rights
(CPSHR)
Campaign to Defend People's Struggle in Iran
Eco-Justice Unit, Anglican Diocese of New
Westminster
East Indian Defence Committee (EIDC)
Le Fonds du Primat pour le Secours et le
Développement Mondial
Gabriela BC
Global Pinoy Diaspora Canada (GPDC)
Inter Pares
International Coalition for Human Rights in the
Philippines - Quebec
International Indigenous Youth Conference
(IIYC2005)
Dr. Leonora Angeles, Professor, University of
British Columbia (UBC)
The Most Rev. Linda Nicholls, Primate, Anglican
Church of Canada
The Most Rev. Mark MacDonald, National
Indigenous Anglican Archbishop,
Anglican Council of Indigenous Peoples
The Rev. Michael Blair, General Secretary,
General Council, The United Church of
Canada
Mining Justice Alliance (MJA)
MiningWatch Canada
Migrante BC
Palestinian Youth Movement (Vancouver)
Pinoy Pride Vancouver
Pôle de recherche "Études contemporaines et
transdisciplinaires de l'Asie du Sud-Est
Univ. de Montréal
The Presbyterian Church in Canada

SAMIDOUN (Palestinian Prisoner Solidarity
Network)
Sister Sandra Shannon, General Superior, Sisters
of Providence of St. Vincent de Paul
South Asian Network for Secularism and
Democracy (SANSAD)
Solidarity Notes Labour Choir
Sulong University of British Columbia
The Rev. Susan C. Johnson, National Bishop,
Evangelical Lutheran Church in Canada
Dr. Valerie Raoul, Professor Emerita, University
of British Columbia (UBC)
Vancouver and District Labour Council (VDLC)

CC :

The Right Honourable Justin Trudeau, Prime Minister
The Honourable Mary Ng, Minister of Small Business, Export Promotion and International Trade
The Honourable Chrystia Freeland, Minister of Finance
The Honourable Marco Mendicino, Minister of Immigration, Refugees and Citizenship
The Honourable Michael Chong, Official Opposition, Foreign Affairs Critic
MP Rob Oliphant, Parliamentary Secretary to the Minister of Foreign Affairs
MP Jack Harris, NDP Foreign Affairs Critic
MP Alexis Brunelle-Duceppe, Bloc Québécois
MP Yves-François Blanchet, Bloc Québécois
MP Elizabeth May, Green Party
MP Sven Spengemann, Chair, Standing Committee on Foreign Affairs and International Development
MP Peter Fonseca, Chair, Subcommittee on International Human Rights Senate Standing Committee on
Human Rights
MP Kevin Lamoureux, Chair, Canada-Philippines Interparliamentary Group
Peter Lundy, Director General, Global Affairs Canada
Rudolfo D. Robles, Philippines Ambassador to Canada
Peter MacArthur, Ambassador of Canada to the Philippines